

Winters), le 12 septembre, exhortant le gouvernement à discuter la situation du marché du blé avec les États-Unis. Le ministre s'est effectivement rendu à Washington ce jour-là. Le plus étonnant, c'est que le ministre, homme rompu aux affaires, ait pu remettre la chose plus de deux mois avant de prendre des mesures pour redresser une situation qui sautait aux yeux. Il aurait dû s'apercevoir dès la signature du nouvel accord qu'il serait fort difficile à appliquer. L'accord ne doit entrer en vigueur qu'en juillet 1968. Aucun contrôle ne devrait être exercé durant la campagne agricole 1967-1968. Tous les préopinants ont insisté sur ce point ce soir.

M. Gibbings ajoute très succinctement:

On remarquera que le prix des États-Unis a baissé au-dessous des minimums le 13 juillet, le lendemain du jour où 52 pays s'étaient réunis à Rome pour entamer les entretiens concernant l'exécution du 6<sup>e</sup> accord sur le blé. La concurrence acharnée qui règne depuis quelque temps pourrait avoir de graves conséquences.

Plus loin, il dit que les États-Unis ne donnent nullement l'impression de vouloir adopter toute autre politique à l'égard des prix. Alors, si les autres se rendaient compte de la situation, pourquoi notre ministre libéral n'a-t-il rien fait à ce moment-là? Plus tôt cette année, le secrétaire d'État à l'Agriculture des États-Unis, M. Freeman, a fixé pour objectif l'exportation de 750 millions de boisseaux de grain de son pays. Il a aussi laissé entendre qu'une proportion plus faible serait affectée aux programmes d'approvisionnement gratuit, ce qui, bien entendu, mettait plus de pression sur le programme de vente. Il semble donc que les États-Unis aient adopté la politique de vendre plus de blé à un prix plus bas afin d'atteindre leur objectif. Une telle politique est tout à fait vaine.

Il a été démontré à maintes reprises qu'une baisse des prix ne relève pas la consommation du blé. Il arrive seulement que les autres exportateurs, s'ils sont aux aguets, réduisent aussi leurs prix et la quantité de blé sur le marché reste la même. Le chiffre relatif des ventes reste nécessairement inchangé. Il semble évident que le ministre et ses conseillers n'ont pas ouvert l'œil et le bon, car ils ont permis aux États-Unis d'accaparer une forte proportion de nos ventes pendant le mois d'août et la plus grande partie du mois de septembre. Comment en sommes-nous arrivés là? Force nous est bien de conclure, bien que j'en déteste l'idée, que les libéraux ont une attitude d'esprit totalement différente, concernant la vente des céréales, que l'administration précédente. Leur manière de voir est tout à fait erronée. C'est comme s'ils disaient: «Ne touchez pas à la Commission des grains, laissez-la conclure les marchés.» Mais ce n'est

[M. Cantelon.]

pas ainsi que cela se fait maintenant dans le monde. Chaque gouvernement met la main à la pâte quand il s'agit de ventes et prend des mesures pour les encourager.

Si nous en sommes arrivés où nous sommes, c'est à cause des modalités de négociation de ce nouvel accord sur les céréales. M. Andrew Knight a écrit un article sur l'accord sur les céréales de la négociation Kennedy qui a été publié dans le numéro de juillet 1967 de la revue *The Executive* et qui est intitulé «Le jeu de poker qui a tourné à notre désavantage». Je recommande l'article à tous ceux qui s'intéressent vraiment à la question. L'auteur signale que pendant la semaine du 15 avril la plupart des grandes puissances qui participaient aux pourparlers de la négociation Kennedy visant à réduire les tarifs projetaient d'assurer le succès ou de rompre les pourparlers qui menaçaient les résultats de toute la négociation—c'est-à-dire les pourparlers sur les céréales. A ce moment-là, la négociation Kennedy devait durer officiellement encore deux semaines, mais les pourparlers sur les céréales n'ont pas eu lieu cette semaine-là. Pourquoi? Parce que la délégation canadienne n'est pas arrivée à Genève. Comme l'a dit un négociateur britannique, «Les Canadiens font de l'acrobatie politique loin d'ici. Tout cela ne me rappelle que trop ce qui s'est passé au printemps de 1963 lorsque nous avons envoyé nos négociateurs en toute hâte à Hong-kong quand les Chinois avaient déjà conclu un accord avec l'Australie.

• (9.50 p.m.)

On peut comprendre pourquoi, à mon sens, le gouvernement a adopté une attitude étrange. A mon avis, cette situation est bien trop importante pour être traitée avec une telle désinvolture. Le blé est un de nos principaux produits d'exportation; en fait, c'est le produit que nous exportons le plus. Depuis quatre ans, il nous a rapporté environ un milliard de dollars en devises étrangères, et sans cela, notre économie n'aurait jamais été aussi prospère durant cette période. Malgré cela, par négligence, notre délégation ne s'est pas présentée au moment où elle était attendue. Je ne blâme pas la délégation; je blâme le gouvernement de n'avoir pas veillé à ce qu'elle arrive à temps.

La négociation Kennedy se terminait un peu plus d'un mois plus tard et tout le monde semblait heureux de ce qu'elle apporterait à l'industrie de la fabrication et à la production industrielle en général. Toutefois, cette situation a gravement nui à l'élaboration d'un accord complet sur les céréales. Pis encore, en arrivant à cet accord, nous avons indisposé inutilement les États-Unis.